

Pôle insertion Drôme Valence

« Insertion par la Santé »

C O N V E N T I O N S U R O B J E C T I F S

ENTRE :

- Le **DEPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil Départemental, agissant au nom du Département, en exécution de la délibération de la Commission permanente en date du 30 mars 2020 et désigné ci-après « le Département ».

d'une part,

ET :

- **LE CENTRE HOSPITALIER DROME VIVARAIS**, représenté par son Directeur
Domaine des Rebatières – BP 16
26760 MONTELEGER
et désignée ci-après « le Centre Hospitalier »

d'autre part,

PREAMBULE

Le Programme départemental d'insertion est mis en œuvre en application de la Loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

TITRE I - OBJET

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La santé est une problématique prépondérante et récurrente dans les difficultés rencontrées par le public. Les problèmes médicaux constituent un frein majeur à l'emploi. Le Conseil départemental souhaite favoriser la prévention et s'est fixé comme objectif de faciliter la prise en compte des problèmes de santé dans l'accompagnement des bénéficiaires du RSA.

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties en référence au Programme Départemental d'Insertion vers l'emploi, **pour le travail effectué auprès des bénéficiaires du RSA** par la mise en œuvre de l'action d'insertion suivante :

- « **Accompagnement vers une démarche de prévention de soins des personnes démunies, sur sollicitation de la Direction économie, emploi insertion, des Centres médico-sociaux et des structures d'insertion** »

TITRE II - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU CENTRE HOSPITALIER

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, et sauf pour la période portant sur les opérations liées à l'urgence sanitaire (COVID19), le Centre Hospitalier s'engage à :

- PERMETTRE à un personnel dénommé « infirmier(e) insertion » d'assurer des temps d'interventions auprès des publics bénéficiaires du RSA. Ces temps d'intervention seront assurés par un (e) infirmier (e) en contrat déterminé (quotité de temps de travail de 1 ETP) titulaire du diplôme d'État.
- ASSURER pour ce personnel toutes les missions relevant de sa qualité d'employeur : salaires, frais de déplacement, gestion et formation, dans la limite du cadre réglementaire et statutaire qui lui est imparti.
- FAIRE APPARAÎTRE l'intervention du Département dans toute action de communication relative à la présente action. Dans ce cadre, les documents édités par le Centre Hospitalier porteront la mention « *avec la participation du Département* ».

ARTICLE 3 – MISSIONS

OBJECTIF : Permettre à des bénéficiaires du RSA d'acquérir ou de retrouver un ensemble de capacités pour s'inscrire dans une dynamique d'échanges sociaux et devenir acteurs de leur insertion

Dans ce cadre, ACCUEILLIR annuellement **les personnes en démarche d'insertion, suivies par les différentes structures sociales et/ou professionnelles de l'agglomération valentinoise.**

PUBLIC : Bénéficiaires du RSA titulaires d'un contrat d'engagements réciproques :

- vivant dans un environnement social restreint et/ou une vie familiale souvent déstabilisée,
- ayant socialement perdu des repères,
- exprimant un sentiment d'inutilité sociale ou d'échec,
- présentant des motivations à rompre son isolement,
- en capacité à s'engager dans une démarche collective ou individuelle.

MODALITES D'INTERVENTION DE L'INFIRMIER :

- METTRE EN ŒUVRE les moyens nécessaires pour faciliter l'insertion sociale de 30 à 40 % des bénéficiaires accueillis dans l'action. La progression des bénéficiaires sera évaluée au regard des objectifs énoncés et écrits dans le projet.
- PARTICIPER, dans le cadre d'un partenariat, à des rencontres régulières avec les référents des bénéficiaires, pour faire le point de l'évolution des parcours d'insertion et envisager la suite.
Ces réunions seront organisées à l'initiative du Chargé de développement territorial insertion.
- TRANSMETTRE au référent du Contrat d'engagements réciproques un bilan individualisé de l'action achevée, des acquis du bénéficiaire, des aspects restant à travailler et des préconisations éventuelles.
- PERMETTRE L'ACCÈS de ses activités, en référence aux règles établies par la Chambre Régionale des Comptes au Chargé de développement territorial insertion, dans le cadre de l'évaluation continue des actions d'insertion.

INTERVENANTS : Le Chargé de développement territorial Insertion est chargé de contrôler en cours d'exercice la bonne exécution de l'action ayant motivé cette convention.
Il assure un pilotage technique de cette action, exclusif d'ordres ou directives de nature hiérarchique directe.
Pour ce faire, il pourra demander toutes les informations nécessaires.

ARTICLE 4 – ÉVALUATION

Pour le 31 janvier 2021 l'infirmier devra remettre au Département, sous couvert du Directeur du Centre Hospitalier, **un rapport d'activité détaillé** permettant d'évaluer L'EFFICACITÉ DE L'ACTION comportant :

- un **bilan pédagogique** réalisé avec le Chargé de développement territorial Insertion,
- un descriptif des conditions de déroulement de l'action, le lieu, la durée des actions ;
- le nombre des bénéficiaires et l'incidence de l'action sur leur situation.

Indicateurs :

- nombre de bénéficiaires du RSA accueillis sur l'action ;
- nombre de bénéficiaires du RSA ayant progressé dans la résolution de leurs problèmes ;
- nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers une autre structure d'insertion et lesquelles ;
- Précisez le cas échéant, les raisons pour lesquelles les bénéficiaires du RSA n'ont pas atteint les objectifs d'insertion prévus à l'entrée de l'action et analyser celles-ci.
- Précisez, pour chaque bénéficiaire du RSA quelle suite a été donnée à son parcours d'insertion.

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE DES DONNEES (CNIL)

Les données contenues sur les supports et dispositifs informatiques (Fichiers Word, Excel...) fournis par le Département à l'occasion de l'exécution de la présente convention restent la propriété du Département.

Ces données contenues sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Conformément à l'ordonnance 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de la loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel, le Centre Hospitalier s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité et l'intégrité des informations et notamment qu'elles soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

En fin de convention, le Centre Hospitalier s'engage à procéder à la destruction de tous les documents, fichiers manuels ou informatisés contenant les informations saisies.

TITRE III – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

Pour l'exercice 2020, le Département de la Drôme s'engage à verser au compte du Centre Hospitalier, la somme maximale de **59 564,90 EUROS**, en compensation de l'intégralité de cette action, soit 57 830 € de crédits d'intervention (salaire, charges, frais de déplacements) et 1 734.90 € de frais de gestion. Pour 2020 en raison de la crise sanitaire liée au Covid19, cette somme sera proratisée en fonction du temps réellement passé pour le compte du Département.

La participation du Département sera imputée sur les crédits d'insertion et sera versée lorsque la fin de la période de la crise sanitaire sera connue.

Le Département s'engage à mettre à disposition de cet infirmier, un local compatible à l'exercice de ses fonctions (bureau adapté et mobilier nécessaire, etc ..) au Pôle insertion de Valence. Pour la réalisation de ces missions les outils et matériels suivants seront mis à disposition du professionnel :

- téléphone et ordinateur portable,
- un compte messagerie (accès ZIMBRA),
- un accès à tous les outils nécessaires à sa mission (réservation salle de réunion, vidéoprojecteur...).

Le Département s'engage également à faciliter le bon déroulement de l'activité notamment : gestion de l'agenda, prise de rendez-vous, etc...

Le Département s'engage à collaborer avec le Centre Hospitalier et apporter si besoin, conseils et aides pour la bonne exécution de la convention.

ARTICLE 7 – DOCUMENTS FINANCIERS A FOURNIR PAR LE CENTRE HOSPITALIER

Pour le 31 janvier 2021, le Centre Hospitalier s'engage à remettre au Département un budget prévisionnel pour 2021, adressé à la Direction Economie Emploi Insertion, Service Développement économique et Insertion à l'Hôtel du Département.

TITRE IV – DUREE – RENOUVELLEMENT - RESILIATION

ARTICLE 8 – DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties. En raison de la crise sanitaire liée au COVID19, la convention sera suspendue entre la date de démarrage de la nouvelle mission de l'infirmière pour le compte d'une autre structure et la fin des opérations liées à la crise sanitaire pour le compte de cette autre structure.

ARTICLE 9 – RESILIATION – LITIGE

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale des dispositions de la présente convention par l'une des parties, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention ou l'exécution partielle pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées au Centre Hospitalier.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

FAIT A VALENCE, LE

EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

**LA PRÉSIDENTE DU
CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

**LE DIRECTEUR DU
CENTRE HOSPITALIER,**

Envoyé en préfecture le 28/04/2020

Reçu en préfecture le 28/04/2020

Affiché le 04/05/2020



ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_2-DE

Marie-Pierre MOUTON

Claude ELDIN

ACTION DEPARTEMENTALE

« Insertion par la Santé »

C O N V E N T I O N S U R O B J E C T I F S

ENTRE :

- **Le DEPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil départemental, agissant au nom du Département, en exécution de la délibération de la Commission permanente, en date du 30 mars 2020 et désigné ci-après « le Département ».

d'une part,

ET :

- **LE CENTRE HOSPITALIER DROME VIVARAIS**, représenté par son Directeur
Domaine des Rebatières – BP 16
26760 MONTELEGER
et désignée ci-après « le Centre Hospitalier »

d'autre part,

PREAMBULE

Le Programme départemental d'insertion est mis en œuvre en application de la Loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion.

il est convenu et arrêté ce qui suit :

TITRE I - OBJET

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La santé est une problématique prépondérante et récurrente dans les difficultés rencontrées par le public. Les problèmes médicaux constituent un frein majeur à l'emploi. Le Conseil départemental souhaite favoriser la prévention et s'est fixé comme objectif de faciliter la prise en compte des problèmes de santé dans l'accompagnement des bénéficiaires du RSA.

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties en référence au Programme Départemental d'Insertion vers l'emploi, **pour le travail effectué auprès des bénéficiaires du RSA** par la mise en œuvre de l'action d'insertion suivante :

« Prestations d'aides et de conseils psychologiques »

TITRE II - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU CENTRE HOSPITALIER

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, le Centre Hospitalier s'engage à :

- PERMETTRE à des personnels dénommés « psychologues insertion » d'assurer des temps d'interventions auprès des publics bénéficiaires du RSA. Ces temps d'interventions seront assurés par un personnel titulaire d'un diplôme de psychologue clinicien reconnu et permettant l'utilisation du titre de psychologue soit :
 - sur le territoire du pôle insertion DROME DES COLLINES ROYANS VERCORS
☞ **100 % de temps de travail par mois** ;
 - sur le territoire du pôle insertion VALENCE
☞ **100 % de temps de travail par mois** ;
 - sur territoire du pôle insertion VALLEE DE LA DROME :
☞ **50 % de temps de travail par mois** ;
 - sur le territoire du pôle insertion MONTEILIMAR, MARSANNE DIEULEFIT :
☞ **50 % de temps de travail par mois** ;
 - sur le territoire du pôle insertion TRICASTIN, BARONNIES :
☞ **70 % de temps de travail par mois** ;
- ASSURER pour ce personnel toutes les missions relevant de sa qualité d'employeur : salaires, frais de déplacements, gestion et formation, dans la limite du cadre réglementaire et statutaire qui lui est imparti,
- FAIRE APPARAÎTRE l'intervention du Département dans toute action de communication relative à la présente action. Dans ce cadre, les documents édités par le Centre Hospitalier porteront la mention « *avec la participation du Département* ».

ARTICLE 3 – MISSIONS

Les missions confiées aux psychologues sont définies de manière précise dans l'annexe jointe « Fiche de poste ». Quatre grandes missions principales ont été ciblées :

1. Assurer des permanences à destination des bénéficiaires du RSA. Il est par ailleurs, détaillé dans ce document le référentiel d'accompagnement attendu ;
2. Apporter un appui technique auprès des professionnels (référents et pôle Insertion) ;
3. Développer un réseau partenarial autour de la thématique santé ;
4. Apporter un soutien à tout public qui le nécessiterait en raison d'une situation d'urgence (crise sanitaire, attentat...) sur demande du Département et après concertation avec le Centre Hospitalier.

ARTICLE 4 - CONTROLE ET SUIVI

Sur chaque pôle Insertion un Chargé de développement territorial d'insertion est chargé de contrôler en cours d'exercice la bonne exécution de l'action ayant motivé cette convention. Il assure un pilotage technique de cette action en lien avec le siège, exclusif d'ordres ou directives de nature hiérarchique directe.

Pour ce faire, il pourra demander toutes les informations nécessaires.

Le Centre Hospitalier s'engage à permettre l'accès des activités des psychologues insertion, en référence aux règles établies par la Chambre Régionale des Comptes, au Service Développement économique et Insertion du Conseil départemental (Siège et Territoires), dans le cadre de l'évaluation continue des actions d'insertion.

Pour le 31 janvier 2021, les psychologues devront remettre au Département, sous couvert du Directeur du Centre Hospitalier, un **rapport d'activité détaillé** (cf annexe jointe) permettant d'évaluer l'efficacité de l'action comportant :

- un bilan quantitatif et qualitatif de l'accompagnement,
- des indicateurs d'évaluation.

ARTICLE 5 - CONFIDENTIALITE DES DONNEES (CNIL)

Les données contenues sur les supports et dispositifs informatiques (Fichiers Word, Excel...) fournis par le Département à l'occasion de l'exécution de la présente convention restent la propriété du Département.

Ces données contenues sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Conformément à l'ordonnance 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de la loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel, le Centre Hospitalier s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité et l'intégrité des informations et notamment qu'elles soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

En fin de convention, le Centre Hospitalier s'engage à procéder à la destruction de tous les documents, fichiers manuels ou informatisés contenant les informations saisies.

TITRE III – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

Pour l'exercice 2020, le Département s'engage dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion vers l'emploi, à verser au compte du Centre Hospitalier, la somme maximale de **140 802,10 EUROS**, en compensation de l'intégralité de cette action, soit 136 701,07 € de crédits d'intervention (salaire, charges, frais de déplacements, frais formation) et 4 101,03 € de frais de gestion.

Cette participation sera imputée sur les crédits d'insertion et sera versée à la signature de la convention.

Le Département s'engage à collaborer avec le Centre Hospitalier et apporter si besoin, conseils et aides pour la bonne exécution de la convention.

Le Département s'engage à mettre à disposition des psychologues insertion, un local compatible à l'exercice de leurs fonctions (bureau adapté et mobilier nécessaire, etc ..). Pour la réalisation de ces missions les outils et matériels suivants seront mis à disposition des professionnels :

- téléphone et ordinateur portable,
- un compte messagerie (accès ZIMBRA),
- un accès à tous les outils nécessaires à leurs missions (réservation salle de réunion, vidéoprojecteur...).

Le Département s'engage également à faciliter le bon déroulement de l'activité notamment : gestion de l'agenda, prise de rendez-vous, etc ..

ARTICLE 7 – DOCUMENTS FINANCIERS A FOURNIR PAR LE CENTRE HOSPITALIER

Pour le 31 janvier 2021, le Centre Hospitalier s'engage à remettre au Département un budget prévisionnel pour 2020, adressé à la Direction Economie Emploi Insertion, Service Développement économique et Insertion à l'Hôtel du Département ou via insertion@ladrome.fr.

TITRE IV - DUREE, RESILIATION, LITIGE

ARTICLE 8 - DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

ARTICLE 9 – RENOUVELLEMENT – RESILIATION - LITIGE

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale des dispositions de la présente convention par l'une des parties, celle-ci sera dénoncée de plein droit, trois mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La dénonciation de la présente convention ou l'exécution partielle pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées au Centre Hospitalier.

La dénonciation ou le non renouvellement de la convention, à l'initiative du Département, entraînera un licenciement pour suppression de postes des agents en CDD (si dénonciation en cours d'année) ou CDI. En application de la Loi 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, ceci impliquera le paiement par l'employeur des indemnités de licenciement. Cette charge fera l'objet d'un remboursement par le Département à l'euro près au bénéfice du Centre Hospitalier sur présentation des justificatifs s'y rapportant.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

FAIT A VALENCE, LE

EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

**LA PRÉSIDENTE DU
CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

**LE DIRECTEUR DU
CENTRE HOSPITALIER,**

Marie-Pierre MOUTON

Claude ELDIN